



La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

Loi Darmanin : La Honte !

La loi « immigration » vient d'être votée par une alliance allant d'une majorité des macronistes aux Républicains et à l'extrême-droite.

Son contenu reprend l'essentiel des positions les plus dures des Ciotti et Retailleau : la fin programmée du droit du sol, le rétablissement de délit de séjour irrégulier, l'exclusion de fait de milliers de personnes étrangères de l'accès aux prestations sociales. La chasse aux migrant·es et à celles et ceux qui les soutiennent va pouvoir s'accroître !

Le RN peut jubiler ! En se ralliant aux exigences des Républicains, Macron s'aligne sur ses fondamentaux. C'est un grand basculement politique, qui place l'agenda du RN au centre du champ politique institutionnel.

La gauche sociale et politique doit se rassembler pour résister à ces évolutions lourdes de menaces pour les libertés. Il y a une double urgence : combattre l'extrême-droite et son idéologie pour écarter la menace néo-fasciste; dessiner la perspective d'une société, ouverte et fraternelle.

ENSEMBLE! appelle à une réunion immédiate de toute la gauche et des écologistes ainsi qu'à l'organisation d'une manifestation nationale unitaire le plus tôt possible.

Des massacres au génocide

Depuis la prise de pouvoir par le Hamas à Gaza en 2007, les agressions israéliennes se sont multipliées avec un bilan toujours complètement disproportionné entre victimes israéliennes et victimes palestiniennes (de 1 à 20 jusqu'à 1 à 100), et avec une large majorité de victimes civiles à Gaza (de 65 à 85%), à l'inverse des victimes israéliennes très largement militaires, ce qui est caractéristique de tous les conflits asymétriques : la doctrine Dahiya de bombardements indiscriminés a été systématiquement appliquée à Gaza (Cf Lettre d'E! N° 84). La durée des offensives israéliennes étant "limitée" à quelques semaines et les incursions terrestres peu nombreuses, ces opérations des Forces d'occupation israéliennes (FOI) entraînaient certes des massacres de civils constitutifs de crimes de guerre, mais sans aucune mesure avec les opérations génocidaires des FOI de l'automne 2023.

En effet, avec ce qui se passe depuis plus de deux mois à Gaza comme en Cisjordanie (violence des mots utilisés par des responsables israéliens, hyperviolence des actions des FOI, mépris total des conventions de Genève... et le bilan dramatique de cette période), c'est une autre phase du conflit israélo-palestinien qui est en cours.

Les membres du gouvernement israélien fascisant ne pratiquent pas la langue de bois :

- éradiquer le Hamas, ses combattants et son idéologie,
- Et même d'expulser les 2 300 000 Gazaoui.es et les envoyer dans le Sinaï ou, à défaut, les répartir entre les pays arabes,
- Voire de "nettoyer" la Bande de Gaza à la bombe atomique...

Les FOI ne font pas dans la dentelle et se conduisent comme l'armée russe à Grozny, Alep ou Marioupol (cf Lettre d'E! N° 84) :

- bombardements indiscriminés visant aussi bien les zones d'habitat que les infrastructures civiles, notamment les écoles et les hôpitaux, au fallacieux prétexte qu'elles abriteraient des combattants du Hamas,
- utilisation de bombes au phosphore blanc et autres armes illégales,
- exécutions sommaires d'hommes (cf témoignage, Lettre d'E! N° 86),
- humiliations publiques de centaines de prisonniers "promenés" quasi nus dans des camions à Gaza, dont Israël a dû reconnaître que 85% n'étaient pas des combattants...



La violation des conventions de Genève et des résolutions de l'ONU est érigée en système, que ce soit en temps de crise paroxystique, comme actuellement, ou que ce soit en période de calme relatif.



La situation en Cisjordanie est certes moins grave, mais cette situation est néanmoins la pire depuis la fin de la seconde intifada (2005) :

- blocage total de toutes les relations et activités économiques, scolaires, universitaires, sociales depuis le 7 octobre,
- multiplication des attaques de l'armée contre les villes et les camps de réfugiés. La

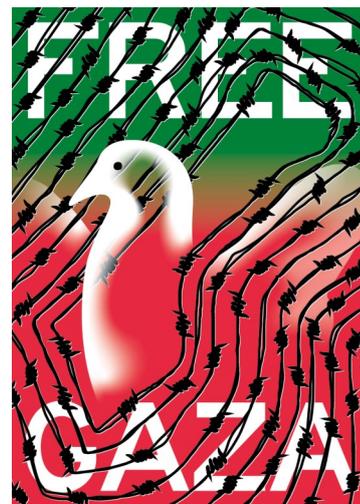
ville et le camp de Jenine ont été attaqués 5 fois : 62 morts dont 37 enfants (dont certains auraient pu être sauvés, si l'accès aux ambulances et aux hôpitaux avaient été possible), tous les symboles de la résistance ont été détruits, y compris le monument de la journaliste palestino-étasunienne Shireen Abu Akleh, assassinée le 11 mai 2022 par un sniper israélien.

- multiplication des attaques de colons, souvent soutenus par l'armée, contre les communautés d'éleveurs bédouins, dont une quinzaine (au moins un millier de personnes) ont été expulsées violemment de leurs terres avec, parfois, l'apostrophe suivante : "Foutez le camp en Jordanie".

Le bilan de cette guerre de l'Etat israélien contre le peuple palestinien est chaque jour de pire en pire : 19 453 morts au 18 décembre (à plus de 75% des femmes et des enfants) et 52 286 blessés et ceci, sans compter plus de 7 500

disparus. La validité des chiffres du Hamas a été plus d'une fois mise en doute, mais comme l'a dit l'expert G. Ancel sur une chaîne de Radio-France, l'hypothèse la plus probable, c'est que les chiffres du Hamas soient inférieurs à la réalité en raison de la non prise en compte des morts restés sous les décombres. Il est donc très probable que le nombre des morts soit aujourd'hui voisin voire supérieur à 1% de la population gazaouie (2 300 000 personnes) et le nombre des blessés largement supérieur à 2%. C'est le pire bilan pour le peuple palestinien depuis l'imposition du mandat britannique par la SDN en 1922.

Il y a clairement, de la part du gouvernement israélien fascisant, une volonté de "terminer ce qui a été commencé en 1948 et qui n'a pas été terminé", c'est-à-dire expulser le maximum de Palestiniens de leur terre historique, provoquer une nouvelle Nakba, beaucoup plus importante en nombre que la première (environ 760 000 Palestiniennes), concernant d'abord Gaza, mais aussi la Cisjordanie et, pourquoi pas, des Palestiniens d'Israël, bien trop nombreux pour l'extrême droite suprémaciste. Et pour arriver à cette situation, tous les moyens sont bons, y compris les plus barbares, comme le génocide (Cf *Lettre d'E! N° 86*) terme utilisé par (entre autres) la FIDH et l'AFPS.



L'équipe d'animation de la commission Palestine/Israël

Une COP pour rien ?

La COP 28 vient de s'achever à Dubaï sur un « accord » présenté comme historique au motif que, pour la première fois, la perspective (lointaine) d'une transition vers la sortie des énergies fossiles y était inscrite.

A y regarder de plus près, il y a de quoi doucher les enthousiasmes. Comme les précédents, cet accord reste non contraignant et les États comme les multinationales pourront, vu le caractère dilatoire des engagements pris, se contenter du green-washing habituel. Ce qui y est mis en avant pour aboutir à la neutralité carbone, c'est surtout le captage et le stockage du CO₂ ; un pari très controversé sur la géo-ingénierie. Au passage le lobby de l'atome (France en tête) en a profité pour faire passer le nucléaire dans les « solutions » !

Certes, l'accord avance sur la sobriété énergétique et le développement des renouvelables ; le fonds pour les « pertes et dommages » a été confirmé. Mais sur ces terrains, les financements sont loin d'être au rendez vous. On attend que les vagues promesses des pays riches se traduisent dans les faits.

Alors qu'en 2023 tous les records d'émissions de gaz à effet de serre seront battus, que les investissements dans les énergies fossiles se poursuivent sans faiblir, cette COP, tenue sous la présidence du patron de la principale société pétrolière émiratie, n'aura pas guère fait avancer la cause du climat



Etat espagnol : Pedro Sánchez, président d'un nouveau gouvernement avec le soutien de indépendantistes

Un accord de gouvernement qui se veut progressiste entre le PSOE, la coalition autour de la ministre du Travail Yolanda Díaz, Sumar, et les indépendantistes a été trouvé pour faire barrage à l'extrême droite et à la droite. Cette victoire est fragile.

Un bloc réactionnaire (droite PP/extrême droite Vox /juges franquistes du Tribunal suprême/Sénat) mène campagne notamment contre l'amnistie en Catalogne. Il exprime une volonté de délégitimer Pedro Sánchez comme Président du gouvernement, son gouvernement et sa majorité. Ce bloc parle de « coup d'État », de « destruction de l'Espagne et de l'État de droit » avec des accents complotistes, s'inscrivant dans une logique de confrontation trumpiste.

Les élections municipales et régionales de mai 2023 avaient constitué une cuisante défaite pour la coalition PSOE / Unidas-Podemos au pouvoir et une victoire pour la droite du PP et de l'extrême droite de Vox. Leur alliance a permis de conquérir le pouvoir dans 135 municipalités (Valence, Séville, Madrid), et 12 des 17 communautés régionales (Pays valencien, Aragon, Estrémadure, Madrid..). La droite et l'extrême droite se voyaient ainsi accéder au pouvoir aux élections générales prévues en 2024 et mettaient immédiatement en œuvre leur politique ultraréactionnaire (antisociale, antiécologique, antiféministe et anti-LGBT, anti-immigrés) et évidemment... anti-Catalans, Basques et Galiciens. Cela au nom de « l'unité de l'Espagne » autour d'une monarchie intouchable et de la Constitution de 1978.

Avec la dissolution immédiate des Cortès et la convocation de nouvelles élections nationales le 23 juillet 2023, Pedro Sánchez, secrétaire général du PSOE, les a pris par surprise. Menant une campagne vigoureuse contre l'épouvantail de la droite acoquinée avec Vox, le PSOE a aussi mis en avant des mesures sociales visant à améliorer immédiatement l'éducation, le logement, l'emploi, le pouvoir d'achat, les salaires (3 millions de foyers vivent sous le seuil de pauvreté...) et les retraites : le « vote utile » pour le PSOE et pour le PSC (Parti socialiste catalan, arrivé en tête dans cette région) a joué à plein.

Le PSOE a bien résisté (121 député·es). La nouvelle coalition Sumar autour de Yolanda Díaz (venue des rangs du IU-PCE et très populaire ministre du Travail) rassemblant une dizaines de petits partis, a pris de fait la place de Podemos, en perte de vitesse et en pleine crise, et a tiré son épingle du jeu (31 élu·es contre 35 sortant·es Podemos).

La droite du PP est majoritaire en voix (137 député·es) mais la progression de Vox semble pour l'instant stoppée avec la perte de 19 sièges (33 député·es) : ce qui privait ce bloc d'une majorité pour gouverner. Pedro Sánchez a obtenu l'investiture le 16 novembre après avoir négocié des

accords séparément, comme il l'a fait avec SUMAR, avec les Catalans de l'ERC (7 Députés), avec ceux de Junts (7 Députés), et avec les députés basques (6 Députés pour EH Bildu et 5 pour le PNV), Galicien (1 Député BNG) et Canarien (1 Député).



Comment expliquer la mobilisation de rue sans précédent du bloc réactionnaire ? L'accord négocié entre Pedro Sánchez et Carles Puigdemont, l'ancien président indépendantiste réfugié en Belgique depuis 2017, inclut une loi d'amnistie pour les inculpé·es catalan·es poursuivi·es depuis 2012, à la suite du référendum du 1er octobre 2017 et des manifestations de 2019 – les associations en dénombrent plus de 4 000. Cet accord ouvre la voie à une « déjudiciarisation » de la vie politique, réclamée notamment par les Catalans, et pose des principes, certes flous, de reprise des discussions pour un éventuel référendum pacté.

Le nouveau contexte remet la question nationale sur le devant de la scène alors que, en Catalogne la mobilisation marquait le pas. Cela permet également à EH Bildu (et au PNV, contraint de lui emboîter le pas) de reparler de la « question territoriale » pour l'Euskadi tout en proposant une démarche commune aux Catalans.

La nécessaire mobilisation sociale qui pourrait concrétiser et étendre les promesses électorales sociales du PSOE/ Sumar, au-delà du soutien que Yolanda Díaz a su gagner obtenir des directions des CCOO et de l'UGT, dépend et concerne l'ensemble des peuples de l'État espagnol : logement et éducation, réduction du travail hebdomadaire de 40h à 37h50 sans perte de salaire et création d'emplois non précaires; gratuité des transports publics pour les mineurs, les sans-emploi ou encore prolongation jusqu'en juin 2024 de l'exemption de la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité...

C'est avec des avancées sur ces revendications sociales, démocratiques et nationales, une politique sociale, écologiste, féministe et démocratique que cette coalition gouvernementale pourra battre durablement la droite et l'extrême droite dans l'État espagnol.

Gabriel Attal : le parachèvement d'une école inégalitaire

Gabriel Attal ne peut être plus explicite : « *Le taux de réussite au brevet et sans doute au bac diminuera dans les années à venir. J'en ai conscience et je l'assume.* »

Avec ses annonces du mardi 5 décembre, le ministre de l'Éducation Nationale a en effet parachévé le déploiement d'une école du tri social. Si jusqu'à présent les ministres se targuaient d'avoir pour ambition l'augmentation de la part d'une classe d'âge amenée jusqu'au bac, l'objectif est aujourd'hui explicitement abandonné. C'est la stratégie de Lisbonne, formulée au niveau européen au début des années 2000, d'amener 50 % d'une classe d'âge à bac + 3 tout en cantonnant les 50 % restant à bac - 3, que l'on voit maintenant pleinement assumée.

L'essentiel des politiques éducatives menées depuis 20 ans, et particulièrement depuis Jean-Michel Blanquer, avaient participé du démantèlement d'une école de la réussite de toutes et tous. Des attaques subies par l'école primaire exacerbant les inégalités de réussite en fonction de l'origine sociale à la mise en place d'un lycée modulaire, des réformes de la voie professionnelle à celle de parcours-sup... les inégalités scolaires avaient déjà été amplifiées. Aujourd'hui avec le torpillage du collège unique, c'est l'ensemble du système éducatif qui est organisé autour d'une ségrégation des acquis scolaires.

Dans la suite de Jean-Michel Blanquer, Gabriel Attal rompt avec les consensus scientifiques pour marteler des mesures marquées idéologiquement à droite. Il promeut les redoublements, alors que la recherche a de longue date démontré leur caractère négatif dans les parcours scolaires. Les systèmes éducatifs les plus égalitaires et performants y ont d'ailleurs tous renoncé. Il met en place au collège des groupes de niveau pour le français et les mathématiques, alors même qu'ils sont condamnés par la recherche, et ce faisant fabrique, en rupture avec l'objectif de collège unique, un collège à plusieurs vitesses, assignant aux élèves des classes populaires des petits savoirs, des petites ambitions, quand les élèves des classes culturellement favorisées continueront de bénéficier d'une école ambitieuse.

Par ailleurs, Gabriel Attal manifeste sa volonté de poursuivre le contrôle des pratiques enseignantes. Symptôme de cet objectif, il entend instaurer une labellisation des manuels scolaires. Tout au long du 20e siècle, seul le régime de Vichy dans les années 40 s'était autorisé une telle mesure.

La nécessaire résolution des crises climatiques, sociales, politiques devrait nous inciter à offrir à toutes et tous l'ensemble des savoirs permettant de penser le monde pour le transformer. Les politiques éducatives menées visent au contraire à exacerber la ségrégation des acquisitions scolaires, en garantissant l'accès aux savoirs permettant d'exercer une position dominante dans la société aux classes privilégiées, tout en diminuant les acquisitions pour les classes populaires. Ce qui se joue dans le champ éducatif est un miroir de l'offensive générale menée par les classes dominantes pour conserver leurs privilèges.

A., syndicaliste enseignant.



L'uniforme à l'école : une poudre de perlin-pinpin... qui coûte cher !

C'est parti, Gabriel Attal sort un nouveau jouet : l'uniforme à l'école. Pour faire diversion face aux problèmes rencontrés dans l'ensemble du système scolaire : manque d'enseignants, lesquels sont de plus en plus souvent mal formés, menacés, laissés seuls face à des classes surchargées, trop souvent abandonnés de leur hiérarchie quand ils ne sont pas désavoués ; manque de locaux, classes fermées... On connaît la chanson. Attal avait déjà fait diversion avec un « problème » en fait inexistant : l'Abaya. Juste à la rentrée, comme par hasard !

La nouvelle diversion est l'uniforme, qui coutera à l'état ou à la collectivité la bagatelle de 200 euros par enfants, chaque année. Si l'on ne compte pas les lycéen-ne-s, car on peut penser que cette mesure déclencherait une bronca, on compte 10 millions d'élèves du primaire et du collège. Faites le compte : 2 milliards d'euros pour un uniforme qui ne réglera rien ! De quoi payer presque 30 000 enseignants !

30 000 enseignant-e-s supplémentaires ne seraient-ils/elles pas une meilleure réponse ?



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvnt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

